Bulletin des Négociations de la Terre

CRIC 7 #5

Un service d'information sur les négociations de développement et d'environnement

En Ligne sur http://www.iisd.ca/desert/cric7/

Vol. 4 No. 213 Publie par l'Institut International du Développement Durable (IIDD) Lundi 10 novembre 2008

LES FAITS MARQUANTS DES CRIC 7 ET CST S-1 DE LA CLD: VENDREDI 7 NOVEMBRE 2008

La septième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC 7) s'est ouverte vendredi 7 novembre 2008. Les délégués ont pris part à une discussion générale sur la mise en œuvre de la Stratégie, tenue avant et après un dialogue interactif sur les orientations stratégiques de la CLD.

COMITE CHARGE DE L'EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

Le président du CRIC, Israël Torres (Panama) a ouvert la CRIC 7 et a encouragé les participants à fournir des contributions financières, techniques et politiques pour la concrétisation des objectifs de la CLD.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX: Le Secrétariat a introduit l'ordre du jour provisoire (ICCD/CRIC(7)/1) et a proposé d'avancer la discussion des programmes de travail biennaux du CST et du CRIC, prévue lundi après-midi 10 novembre, au vendredi après-midi 7 novembre, en vue de traiter ensemble les plans et programmes de travail de tous les organes de la Convention. En réaction aux réserves émises par l'ALGERIE concernant les contraintes de temps, le Secrétariat a indiqué que la discussion pourrait se poursuivre le 10 novembre, si nécessaire. Le CRIC a adopté l'ordre du jour et l'organisation de travail figurant dans l'Annexe II de l'ordre du jour provisoire, tel que révisés oralement. Le CRIC a désigné le Vice-président Hussein Nasrallah (Liban) comme rapporteur de la CRIC 7.

PLAN-CADRE STRATEGIQUE POUR l'AMELIORATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION: Luc Gnacadja, Secrétaire exécutif de la CLD, a présenté le rapport concernant la mise en œuvre de la Stratégie-cadre pour l'amélioration de la mise en œuvre de la Convention (ICCD/CRIC(7)/2). Il a invité les participants à formuler des recommandations au sujet des réformes introduites sur l'organisation des travaux, par le Secrétariat et au sujet de la mise en fonction de la Stratégie, et a exprimé son intérêt à tenir, avant la CdP 9, une discussion sur l'Objectif stratégique 4 (mobilisation des ressources).

Le président a invité les groupes régionaux qui n'avaient pas pris la parole à la session d'ouverture commune, lundi 3 novembre, à présenter leurs observations. Le Chili, au nom du GRULAC, a déclaré que les efforts fournis par le MM et le Secrétariat en faveur de la coordination sont louables et qu'ils devraient continuer. Le délégué a déploré que la réunion régionale n'ait pas été tenue et qu'il n'y ait pas de ressources pour les bureaux régionaux d'Amérique et caraïbes. Le Tchad, au nom du GROUPE AFRICAIN, a émis des recommandations concernant la mise en œuvre de la Stratégie portant, notamment, sur: la création de liens clairs entre le Secrétariat et le MM; le renforcement des efforts de mobilisation des ressources; le renforcement des Unités de coordination régionales (UCR); le soutien et l'amélioration de la mise en œuvre des plans d'action nationaux; et le renforcement de la coopération et de la coordination entre les pays et les régions. Myanmar, au nom du GROUPE ASIATIQUE, a attiré l'attention sur la réunion, du 6 octobre, des représentants des Annexes régionaux de mise en œuvre (ARMŒ) sur un mécanisme pour la facilitation de la coordination régionale de la mise en œuvre de la CLD, qui a élaboré des lignes directrices pour faciliter la tache des ARMŒ dans la proposition de mécanismes de coordination régionaux.

Les délégués ont ensuite présenté leurs observations générales sur l'ordre du jour du CRIC, certains prenant la parole, le matin, et d'autres, après la clôture du dialogue interactif, l'après-midi.

L'ALGERIE a souligné le besoin de déterminer de manière claire les rôles de chaque organe subsidiaire, et a déclaré que le MM est l'unique organe qui ait produit des résultats. La Turquie, au nom des pays NORD MEDITERRANEENS, a mis en exergue les liens entre les sols, l'eau et le piégeage du carbone, et a soutenir le renforcement de la coordination régionale. Le PAKISTAN a souligné l'importance de la stratégie de communication et des enseignements tirés d'autres instruments.

Le NIGERIA a souligné que la Stratégie ne précise par les moyens d'appliquer ses objectifs, et qu'en dépit de sa bonne performance, le MM n'a jamais été destiné à faciliter la mobilisation des ressources effective. Il a indiqué que la présomption d'un Programme de travail commun (PTC) est défectueuse, parce que le MM est guidé par les priorités et non par les décisions prises par les parties, et que l'étendue de son indépendance du Secrétariat exige la tenue d'une discussion. L'EQUATEUR a déclaré que le Secrétariat et le MM doivent coordonner leurs efforts visant à s'assurer de la disponibilité de fonds pour leur région. L'ARABIE SAOUDITE a souligné que les parties requièrent un soutien pour l'harmonisation des efforts régionaux et sous-régionaux en faveur de la Stratégie.

La CHINE a mis l'accent sur le besoin: de mobiliser "les ressources et l'attention politique " sur la mise en œuvre de la CLD; d'éclaircir davantage les Objectifs stratégiques; de renforcer la coordination aux niveaux mondial, régional et national; de renforcer les institutions de la CLD; de faire en sorte que le processus décisionnel devienne plus transparent; et de renforcer le MM en matière de mobilisation des ressources financières destinées, en particulier, au soutien de la mise en œuvre des PAN. S'agissant du plan proposé pour la restructuration du Secrétariat, le délégué a indiqué que, s'il est appliqué, ce plan affaiblira son aptitude à coordonner et à servir la mise en œuvre de la CLD et à répondre aux besoins des parties.

Le délégué des ETATS-UNIS D'AMERIQUE a souligné, entre autres: qu'il y a des chevauchements dans les fonctions du Secrétariat, du MM et des parties, et que les parties doivent prendre les responsabilités des fonctions qui sont propres; qu'actuellement, plusieurs indicateurs de performance sont des extrants, non des résultats, bien qu'ils devraient évoluer avec le temps; et que le consensus autour des indicateurs doit être atteint à la CdP 9.

Le SOUDAN a proposé de faire du MM une partie intégrante du Secrétariat. La REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE a appelé à des ressources pour aligner les PAN avec la Stratégie, a déclaré que

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Alexandra Conliffe, Wagaki Mwangi, Lynn Wagner, Ph.D., et Kunbao Xia. Edition numérique: Ángeles Estrada. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le Royaume-Uni (à travers le département du développement international (DFID), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère néerlandais des affaires étrangères, la commission européenne (DG-ENV), le ministère italien de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'espace maritime. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2008, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). La version française du *Bulletin* est financée par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), et la version espagnole, par le ministère espagnole de l'environnement. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11A, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB à la CRIC 7 de la CCD et à la Session extraordinaire du CST, peut être contactée par courriel à <lynn@iisd.org>.

l'absence de collaboration active entre le MM et le Secrétariat est une menace pour la CLD, et a expliqué le besoin d'UCR. La GAMBIE a encouragé l'alignement des PAN sur la Stratégie, la garantie d'une représentation régionale dans le rôle de la CLD en tant qu'autorité mondiale en matière de données scientifiques, et la conduite d'une étude du type de Stern sur l'économie de la désertification.

PROTERRA (Pérou) a déclaré que les OCS jouent un rôle important dans la mise en application de la Stratégie et que des indicateurs devraient être établis pour le suivi de leur contribution. L'AFRIQUE DU SUD a souligné la coordination régionale et l'importance du renforcement des institutions de la CLD, en particulier, le MM, dans la mobilisation des ressources. La TUNISIE a noté que la limite des ressources financières contraint la mise en œuvre de la Stratégie. Le délégué a souligné le rôle des actions nationales, des liens et de la coopération entre le Secrétariat et le MM, des structures institutionnelles appropriées, des indicateurs pour le suivi de l'état d'avancement du financement des ONG.

Le BANGLADESH a proposé que l'affectation des ressources de la CLD soit fondée sur la gravité du problème. Comparant le nombre des réunions annuelles tenues par chacun des organes de la convention de Rio, et l'émergence précoce de la désertification en tant que problème environnemental international, la représentante a déclaré que la CLD est faible et qu'elle devrait être renforcée.

Le SWAZILAND a signalé que la mise en œuvre de la Stratégie est encore axée sur le niveau mondial et a souligné l'importance de l'évaluation de la mise en œuvre concertée (MŒC) dans l'harmonisation et l'alignement des travaux du MM et du Secrétariat. Le MALI a fait part de ses réserves concernant la collaboration entre le MM et le Secrétariat, et a expliqué l'utilité des UCR.

Le MAROC a déclaré que le financement devrait être orienté vers les activités qui englobent le reboisement. HAITI a appelé le Secrétariat et le MM à soutenir les pays les plus touchés par la désertification, message à travers le transfert des technologies. Le PEROU a noté l'opportunité offerte pour obtenir des fonds à partir de la réduction des émissions dues au déboisement. L'ARGENTINE a déclaré que la CLD doit recevoir des fonds destinés, spécifiquement, à la Convention, et a encouragé l'implication de la société civile, des banques régionales et du secteur privé.

Le Secrétaire exécutif Gnacadja a souligné que le Secrétariat cherche: une orientation, de la part des parties, sur les programmes de travail, les indicateurs et la structure future du CRIC; et les vues concernant les mécanismes de coordination régionaux disponibles. Il a précisé que le Secrétariat pense que les PAN devraient être examinés dans le cadre du PTC.

DIALOGUE INTERACTIF SUR LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE LA CLD: Dans sa déclaration liminaire, Modou Diange Fada (Sénégal), président du Dialogue interactif, a proposé de concentrer le débat sur sept questions, dont: les priorités dans la mise en œuvre de la Stratégie; les vues sur le budget et les ressources financières; les partenariats et les synergies; et, le soutien attendu de la CDD-17. Le Modérateur Philbert Brown (Jamaïque) a déclaré que la session faciliterait un échange de vue entre les parties sur leurs attentes du CRIC et sur les mécanismes d'encouragement. Le Dialogue a commencé par six exposés.

Godert van Lynden (World Soil Information) a présenté un exposé sur l'Evaluation de la productivité des sols à l'échelle de la planète (GLADA), une initiative innovatrice qui utilise le changement de biomasse comme indicateur, par procuration, de la productivité des sols. Sem Shikongo (Namibie) a donné un aperçu des manières dont les parties peuvent utiliser une démarche de gestion tournée vers les résultats, pour s'assurer de la réussite de la mise en œuvre de la Stratégie.

Luca Montanarella (Commission européenne) a fait remarquer que la désertification conduit à des pertes substantielles de carbone terrestre dans l'atmosphère, et a recommandé la mise en place de synergies solides entre les conventions de Rio, pour améliorer la protection des sols. Mika Castro Lucic (Université du Chili) a présenté un exposé sur la sécurité alimentaire et les communautés autochtones, notant que la CLD fournit le meilleur instrument pour la reconnaissance des droits des communautés autochtones dans la lutte contre la faim, la pauvreté et l'érosion environnementale.

Cristina Manzano (Fédération internationale des producteurs agricoles) a présenté un exposé sur les manières d'améliorer la sécurité alimentaire dans le cadre de la Stratégie, et a souligné que les agriculteurs doivent être mieux intégrés dans la CLD. Christophe Crepin (Banque mondiale) a décrit l'importance des cadres de coopération pour la concrétisation de la Stratégie, notant leur importance pour l'amélioration de la mobilisation des ressources.

Le NIGERIA a déclaré qu'outre les partenariats et une meilleure gestion, les ressources financières comptent parmi l'élément les plus importants, et que le MM n'a pas la capacité de remplir ses responsabilités. Le PAKISTAN a déclaré que le rôle du carbone organique des sols, dans l'édification des synergies entre la CLD, la CCCC et la CDB, a besoin d'être élaboré davantage. Le CHILI a noté qu'il y a une large gamme de synergies entre les conventions de Rio, et a fait part de ses réserves quant au manque de ressources financières pour la mise en œuvre de la CLD. ISRAEL a suggéré d'établir une cartographie des changements sociaux et politiques, en utilisant la même série chronologique qui a été utilisée pour tracer la carte des variables biophysiques dans l'étude de GLADA, dans l'objectif de corréler les changes, en vue de trouver les moteurs du changement dans la productivité des sols.

En réaction aux déclarations des parties, Shikongo a mis en relief le rôle de l'évaluation de la MŒC dans le besoin de s'assurer que les organes de la Convention sont alignés pour la mise en œuvre la Stratégie. Crepin a déclaré qu'il y a une lacune claire en matière de financement, ainsi qu'un besoin d'efficacité et de partenariats.

La GRENADE a posé la question de savoir quelles stratégies devraient être employées pour l'édification des partenariats. La GAMBIE a déclaré que la Banque mondiale devrait financer les PAN pour alléger la pauvreté et intégrer les préoccupations environnementales dans leurs projets. La TURQUIE a suggéré d'accorder davantage d'attention à la gestion durable des eaux et des sols. La COLOMBIE a parlé du besoin de travailler avec les communautés autochtones.

Le BURKINA FASO a encouragé la mobilisation de ressources supplémentaires, en particulier, pour l'investissement dans les zones arides. Le BENIN a déclaré qu'une législation accordant une priorité aux zones arides, devrait être élaborée. Le délégué de SAINTE LUCIE a posé la question de savoir comment la CLD peut encourager les partenariats pour lutter contre la pauvreté et réaliser la sécurité mondiale. L'ALGERIE a souligné l'importance du développement rural dans la lutte contre la désertification, et a appelé au renforcement du MM et à l'utilisation du FEM pour le financement.

Dans leurs réponses conclusives, les conférenciers ont fait état: d'un manque apparent de volonté politique de la part des pays industrialisés, à fournir des ressources; de l'importance de l'évaluation de la MŒC dans le traitement des questions de ressources; du défi consistant à élaborer une cartographie des facteurs socioéconomiques; et du besoin d'échanges de technologies. Le président Fada a souligné les responsabilités du FEM et de l'ensemble des parties dans la mobilisation des ressources.

DANS LES COULOIRS

La fin de la première journée de la CRIC 7 a trouvé les participants exprimant des points de vue mitigés, une majorité faisant part de leur satisfaction sur le fond mais bon nombre faisant part de leur frustration sur la forme. Les participants ont accueilli favorablement les connaissances qu'ils ont acquises au cours du Dialogue, encourageant, toutefois, une refonte de sa structure et mentionnant, à titre d'exemple, une réduction de la taille du groupe pour permettre davantage de discussions et une concentration thématique. Le débat autour de la Stratégie en a, croit-on savoir, frustré plus d'un. Certains ont fait part de leurs réserves concernant le fait que la session pourrait avoir des difficultés à produire quelque chose de bon pour la CdP 9 et ont indiqué que la discussion a été une réédition des "mêmes arguments entendus auparavant." D'autres ont exprimé des réserves plutôt sur le fond, le fait que le plan de travail du Secrétariat n'établisse pas de distinction entre les responsabilités du Secrétariat et celles des autres parties prenantes'. Les plus optimistes ont fait remarquer que les participants étaient plus francs que jamais auparavant et que la réunion était en train de se frayer " un chemin à travers le plus épais" des sujets examinés.